

Action de protestation - Mercredi 29 juin 14h30
Devant le Parlement wallon - Place du Grognon – Namur
Départ Liège : 13h rue du Beau Mur 48 (Réservation : 0477/20.29.53)

Citoyens bâillonnés ... Bye-bye démocratie



En France et aux Pays-Bas, les citoyens ont eu le droit de s'exprimer par référendum et ils ont dit NON à cette Constitution européenne, un texte qui réglementerait la vie politique de l'UE durant plus de trente ans ... En Belgique on adopte ce texte parlement après parlement comme une simple loi, sans débat parlementaire ni citoyen. Le 29 juin, ce sera au tour du Parlement wallon de voter. Nouveauté de la "démocratie" wallonne: seul les chefs de groupe auront le droit de s'exprimer lors du débat.

Afin de protester contre le déni de démocratie en cours, nous invitons tous les citoyens à venir munis de bâillons ou de sparadraps (à apposer sur la bouche) afin d'illustrer devant le Parlement wallon le silence auxquels les citoyens belges sont réduits !



Ce rassemblement est co-organisé par l'ACPR, ATTAC, le CADTM, le Centre interculturel A. Gramsci c/o Carlo Levi, le Centre Culturel Chili, la CGSP, le CPCR, l'Espace Marx Liège, le FAF, la Fédération liégeoise du Parti Communiste, la Fondation Léon Lesoil, le Groupe de Réflexion et d'Action Pour une Politique Ecologique, Jeunes à Contre Courant/RAGe Liège, La Braise, le Parti Ouvrier Socialiste, RAP Belgique, Résistance Internationale, Socialisme sans Frontière, le Syndicat Autonome des Etudiants Liégeois, et la Plate-forme nationale pour le NON à la constitution (<http://www.nonalaconstitutioneuropeenne.be>)

DIRE NON AU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL POUR CONTRUIRE UNE AUTRE EUROPE !

« Le projet pour l'Europe qu'on nous propose d'accepter est totalement organisé autour d'un principe unique : le marché, la généralisation de la concurrence. C'est cela qui autorise et organise l'attaque contre les services publics, contre les pensions, l'incitation à l'allongement de la durée du temps de travail et sa flexibilisation, l'encouragement à la régression sociale dans chacun des pays de l'Union européenne (...). Dire Non au traité constitutionnel n'est qu'un premier pas, un pas nécessaire qui va dans la bonne direction : celle de la construction d'une autre Europe, plus démocratique, sociale, pacifique, écologique et solidaire. »

(Plate-forme nationale pour le NON à la Constitution)

Ensemble, nous nous insurgeons contre l'absence de débat citoyen et de consultation populaire en Belgique. Imposer une Constitution qui dogmatisera le néolibéralisme et prendra le pas sur la Constitution belge sans respect des normes prévues pour sa modification, et le faire de plus via la supercherie de son établissement au moyen d'un traité, contournant ainsi l'exigence d'une assemblée constituante, c'est bafouer la souveraineté populaire ; c'est refuser la liberté d'opinion ; c'est institutionnaliser le déficit démocratique qui a caractérisé la construction européenne depuis ses débuts ; c'est légaliser le triomphe de l'économie et la logique du profit sur la politique et l'intérêt général ; c'est nous imposer un nouveau régime politique, que certains qualifient de post-démocratique, dans lequel le principe de la séparation des pouvoirs n'est plus garanti.

Ensemble, nous disons NON à ce Traité qui constitutionnalise une vision ultra-libérale de l'économie et de l'avenir de l'Europe, fondée sur le principe prioritaire et totalitaire d'« une économie de marché ouverte, où la concurrence est libre et non faussée », et interdit ainsi toute véritable mise en cause ultérieure, puisque l'unanimité des 25 États membres serait requise pour y apporter la moindre modification !

Ensemble, nous nous associons aux prises de position syndicales de la CGSP fédérale, de la FGTB de Bruxelles,... qui considèrent ce Traité constitutionnel inacceptable : « *un instrument de régression sociale, puisque aucun des droits qui nous sont chers n'est garanti par ce texte...* », parce qu'il ne reconnaît pas les droits sociaux fondamentaux (droit au travail, droit aux revenus de remplacement, au minimum d'existence, au logement...) comme des droits effectifs dont l'Union européenne doit assurer le respect, mais comme de simples idéaux, sans force contraignante pour les États membres qui ne les auraient pas encore adoptés (par contre, les politiques de la partie III seront parfaitement contraignantes).

Ensemble, nous invitons toutes nos organisations syndicales à se prononcer clairement contre ce Traité constitutionnel car son rejet constitue une étape indispensable pour concrétiser la volonté de se battre contre les politiques néolibérales et les attaques patronales. Parce ce traité enterre le projet d'une Europe sociale, notamment en interdisant toute restriction à la libre circulation des capitaux, en confirmant l'indépendance de la Banque centrale

europeenne, en soumettant toute harmonisation sociale et fiscale à la règle paralysante de l'unanimité, favorisant ainsi le *dumping* et les délocalisations ; parce qu'il efface la notion de service public, la remplaçant par celle de service d'intérêt économique général, soumis donc à la concurrence libre et non faussée, et entérine l'offensive menée contre ceux-ci dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS), qui vise leur démantèlement.

Ensemble, nous nous insurgeons contre l'inscription de l'Union européenne dans une étroite collaboration avec l'OTAN, consacrant la subordination politico-militaire à la puissance états-unienne et l'engageant dans une escalade des budgets militaires.

Ensemble, nous appelons les citoyens à dire « non » à ce projet et à exiger qu'un débat et des consultations véritablement démocratiques soient organisés au moins aux niveaux communautaires et régionaux ; nous appelons aussi nos parlementaires, et plus particulièrement nos élus au Parlement wallon, à rejeter ce texte, soit parce qu'il s'imposera comme une Constitution supérieure à notre Constitution et nos Lois nationales, soit parce qu'il constitutionalisera les politiques de régression sociale que nous subissons déjà dans chaque pays de l'Union européenne, ainsi qu'à promouvoir un véritable débat démocratique avant la ratification de ce traité par la Belgique.

Ensemble, nous dénonçons la propagande d'État en faveur de ce traité et appelons les médias à assumer leur rôle démocratique et à promouvoir tant l'information que le débat contradictoire sur le Traité dit constitutionnel et ses enjeux.

Ensemble, nous marquons notre solidarité avec les citoyens et citoyennes de Belgique, de France et des autres pays de l'UE, qui ne ménagent pas leurs forces pour faire barrage à ce Traité constitutionnel, parce qu'ils ont compris la cohérence néfaste entre les directives européennes, le projet de Constitution et les politiques nationales de régression sociale.

Ensemble, nous voulons concrétiser, à travers ce rassemblement, notre volonté d'œuvrer à cette Europe des droits et de la solidarité entre les peuples. Laisser l'Europe actuelle renforcer la compétitivité entre les entreprises, le *dumping* fiscal, la concurrence entre les travailleurs,... ne peut que favoriser et accélérer l'essor dangereux des populismes réactionnaires et de l'extrême-droite xénophobe.